

CONVENTION D'OPERATION n°XXX
Epfl du Dauphiné | Grenoble-Alpes Métropole | Commune d'Eybens
Opération « îlot Cure Bourse »

Entre les Soussignés :

L'établissement public foncier du Dauphiné, représenté par son directeur en exercice, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du XXX XXXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommé « epfl du Dauphiné »

D'une part,

Grenoble-Alpes Métropole, représentée par son président en exercice, agissant en vertu d'une délibération n°XXX, en date du XX XXXX, déposée en préfecture le XXX,

Ci-après dénommé « collectivité garante »

et

La Commune d'Eybens, représentée par son maire en exercice, agissant en vertu d'une délibération n°XXXX, en date du XX XXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommé « La Commune d'Eybens »

D'autre part,

Sommaire

TITRE I. PREAMBULE	3
TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL	3
Article 1. Contexte général et objet de la convention.....	3
Article 2. Dispositions concernant la communication des parties.....	4
Article 3. Convention de portages préexistantes	4
Article 4. Durée et terme de la convention	4
TITRE III.L'OPERATION.....	5
Article 5. Projet et programme	5
Article 6. Périmètre d'intervention.....	5
Article 7. Organisation des acquisitions	6
Modalités d'acquisition.....	6
Article 8. Requalification foncière et immobilière.....	7
Article 9. Modalités de gestion transitoire	8
TITRE IV.CESSIONS des biens immobiliers.....	9
Article 10. Modalités de cession	9
Article 11. Etablissement du bilan financier du portage	10
Article 12. Définition du prix de cession.....	10
Article 13. Modalités de minoration foncière.....	10
TITRE V. AUTRES MODALITES.....	11
Article 14. Suivi de l'opération	11
Article 15. Résiliation anticipée.....	11
Modalités de résiliation.....	11
Effets de la résiliation.....	11
Article 16. Litiges.....	12
TITRE VI.ANNEXES.....	12

TITRE I. PREAMBULE

L'epfl du Dauphiné est un établissement public local foncier à caractère industriel et commercial chargé de missions de service public.

Conformément à l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres, collectivités adhérentes, des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code précité.

L'action de l'epfl s'inscrit dans le cadre de son 5ème programme pluriannuel d'intervention (PPI), validé le 10 février 2022.

Grenoble-Alpes Métropole au titre de sa compétence en matière d'aménagement au sein du périmètre d'intérêt métropolitain de GRANDALPE, sollicite l'epfl afin de mettre en œuvre une stratégie foncière cohérente, permettant de maîtriser et d'anticiper les opportunités foncières nécessaires à la bonne réalisation du projet GRANDALPE. Plusieurs secteurs opérationnels ont été définis et font l'objet de convention d'opération spécifique dont le secteur Cure Bourse situé sur la commune d'Eybens.

Concernant le secteur Cure Bourse, trois propriétés ont déjà été acquises par l'epfl pour le compte de la commune d'Eybens et font l'objet de conventions de portage.

A l'aune des mutations en cours sur le secteur, Grenoble-Alpes Métropole a sollicité l'epfl du Dauphiné pour poursuivre la maîtrise foncière et réaliser les travaux de proto-aménagement avant cession. Grenoble-Alpes Métropole envisage à moyen terme une programmation mixte de logements, d'activités tertiaire et de commerces ainsi que la requalification des espaces publics. Compte tenu des enjeux métropolitains, elle se porte garante de l'opération.

La commune d'Eybens intervient à la présente convention, au titre de sa compétence en matière de droit des sols et en tant que commune d'intervention. Cette dernière a émis un avis favorable à l'intervention de l'epfl du Dauphiné sur le territoire communal par délibération.

Les parties entendent définir les modalités d'intervention de chacune d'entre elles à la convention, et instaurer une relation de coopération afin de réaliser leurs missions de service public. C'est sur la base de cette coopération horizontale que les parties décident de conclure la présente convention opérationnelle.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL

Article 1. Contexte général et objet de la convention

Le projet, objet de la présente convention, concerne une opération d'aménagement dans le secteur dit « Cure Bourse » sur la commune d'Eybens.

La présente convention opérationnelle a pour objet de déterminer les modalités de la coopération publique entre l'epfl du Dauphiné et les collectivités partenaires du projet d'aménagement pour la réalisation de leurs missions respectives de service public.

L'epfl du Dauphiné est ainsi chargé d'acquérir, d'effectuer des travaux de proto-aménagement et de gérer les biens immobiliers identifiés dans les articles suivants, pour les céder à un tiers ou à la collectivité garante, dans les conditions fixées par la présente convention.

Grenoble-Alpes Métropole a en charge la définition du projet d'aménagement à venir en partenariat avec la commune d'Eybens et la requalification des espaces publics environnants.

Article 2. Dispositions concernant la communication des parties

Par la présente convention, l'epfl du Dauphiné intervient pour le compte de la collectivité garante en amont des opérations prévues par celle-ci, afin de constituer des réserves foncières, de requalifier le foncier, de faciliter la mise en œuvre de son projet.

L'epfl du Dauphiné s'engage, dans la communication relative aux opérations qu'il mène, à rappeler qu'il intervient pour le compte de collectivité garante, par exemple sur les panneaux de chantier, ainsi que la participation financière de celle-ci.

De même, lorsque la collectivité garante mènera à bien son projet sur un tènement ayant bénéficié de l'intervention de l'epfl du Dauphiné, la communication alors mise en place devra rappeler l'intervention de l'établissement et faire apparaître le montant de sa participation financière.

Par ailleurs, dans le cadre de leur partenariat, les parties s'engagent mutuellement à associer l'ensemble des cosignataires de la présente convention à toute manifestation ou évènement lié au projet commun.

Article 3. Convention de portages préexistantes

L'epfl du Dauphiné, Grenoble Alpes Métropole et la commune d'Eybens sont déjà liés par trois conventions de portages actuellement sous collectivité garante de la commune d'Eybens :

- convention de portage n°2016-01 signée le 11 avril 2016 concernant un local anciennement à usage commercial et professionnel et des places de stationnements ;
- convention de portage n°2017-07 signée le 05 mai 2017 concernant un local d'activité d'environ 300 m² composé d'un hall, 3 bureaux et un atelier ;
- convention de portage n°2018-19 signée le 10 juillet 2018 concernant un local d'activité d'environ 210 m² et sept garages.

La présente convention d'opération annule et remplace les trois conventions de portage susmentionnées et Grenoble-Alpes Métropole se substitue à la commune d'Eybens en tant que collectivité garante.

Article 4. Durée et terme de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de la date à laquelle elle est rendue dûment exécutoire, après signatures des parties. La présente convention s'achève au terme de la durée précitée, soit au plus tard le XX/XX/2028, ou par anticipation en cas de cession des biens telle que précisée à l'article lié à la résiliation anticipée.

Pendant toute la durée de la convention, l'epfl du Dauphiné assure le portage des biens acquis ainsi que le financement des dépenses opérationnelles réalisées dans le cadre de la requalification foncière.

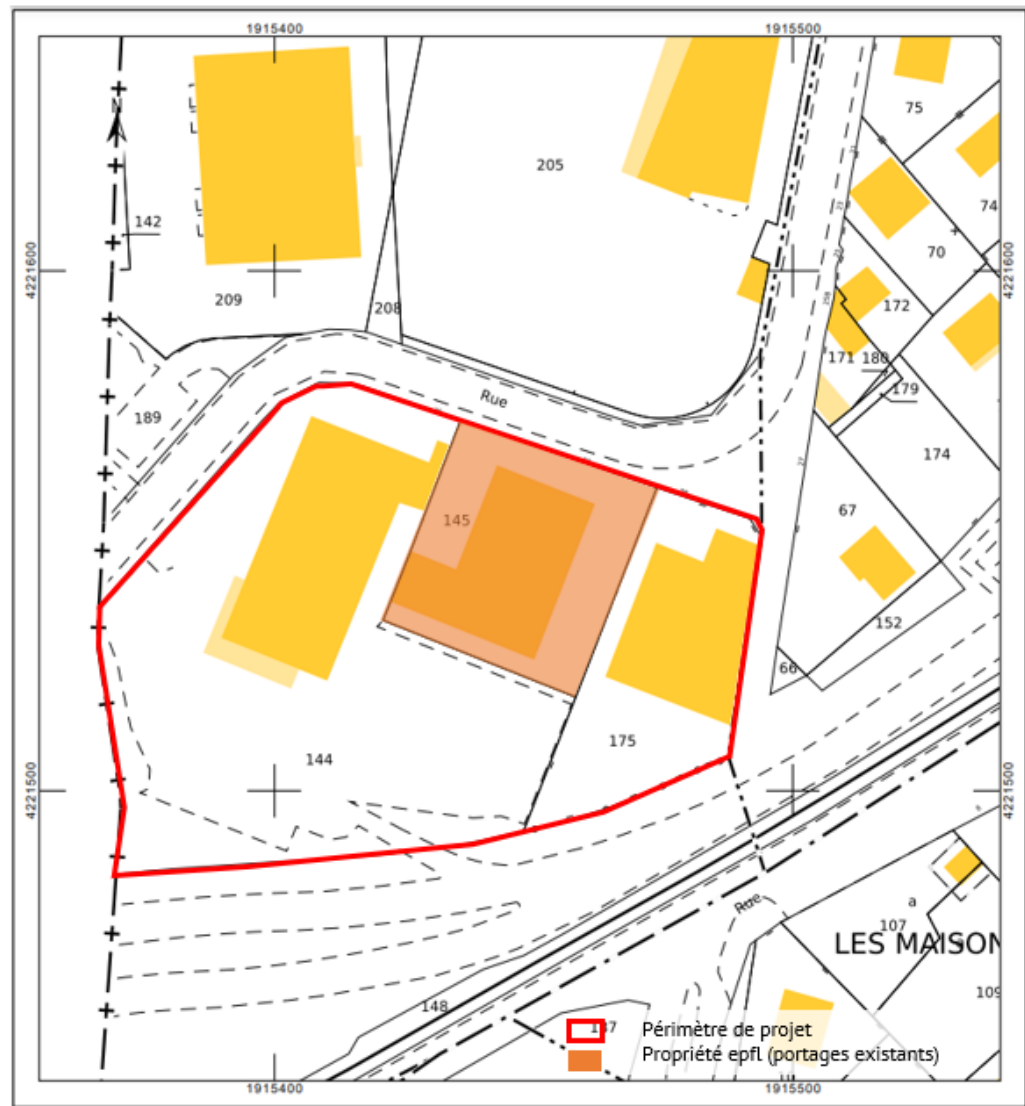
TITRE III. L'OPERATION

Article 5. Projet et programme

A compléter par la Métropole

Article 6. Périmètre d'intervention

Le périmètre de l'opération porte sur une emprise totale de près de 9 000 m², sise sur la commune d'Eybens.



Il comporte les parcelles suivantes :

Parcelle	Surface Cadastreale en m ²
AA 145	1701
A 144	5658
AA 175	1635
TOTAL	8 994

Article 7. Organisation des acquisitions

Aucune acquisition ne pourrait être effectuée par l’epfl du Dauphiné avant que la présente convention soit exécutoire, à l’exception d’acquisitions menées préalablement soit au titre d’une précédente convention à laquelle la présente fait suite ou soit au titre d’une préemption.

L’epfl est déjà propriétaire de l’ensemble des lots de la parcelle A 145 pour une surface cadastrale d’environ 1701 m².

En complément des biens d’ores et déjà en propriété de l’epfl, l’epfl doit acquérir la parcelle A 175 d’une superficie cadastrale de 1 635m² constituée d’un garage automobile d’une surface d’environ 700 m² (atelier, hall d’exposition et bureaux).

L’opportunité d’acquérir la parcelle A 144 d’une surface cadastrale d’environ 5658 m² sera établie par les parties à l’aune du programme définitif d’aménagement à venir, soit au plus tard fin décembre 2025.

Le bilan financier prévisionnel intègre le coût prévisionnel de cette acquisition.

L’estimation du montant global prévisionnel des acquisitions est présentée en annexe 2.

Modalités d’acquisition

Dans le cadre des acquisitions, l’epfl du Dauphiné s’engage à respecter les textes en vigueur en matière de consultation préalable des services de l’Etat (pôle d’évaluation de la Direction Départementale des Finances Publiques de l’Isère). Seul l’epfl est habilité à saisir les services concernés.

Par principe, l’epfl acquiert des biens libérés de toute occupation.

Par exception, l’epfl peut acquérir des biens faisant l’objet d’une occupation à usage d’habitation, commercial ou professionnel. Dans ce cas, les parties prévoient de se rencontrer pour déterminer leurs responsabilités respectives en matière de transfert provisoire ou définitif ou d’éviction des occupants.

Lorsque l’epfl du Dauphiné acquiert des biens en vertu de la présente convention, il est habilité à mettre en œuvre les différents modes d’acquisition suivant :

- Acquisitions amiables

A l’aune du programme d’acquisitions susmentionné, l’epfl du Dauphiné s’engage à mener un processus de négociations amiables à compter de la date exécutoire de la présente convention. Un rendu compte sera présenté annuellement/trimestriellement à l’ensemble des parties.

Dans ce cas, l'epfl du Dauphiné procède aux négociations avec les propriétaires et le cas échéant, avec les professionnels concernés, en vue notamment de la mise au point des promesses de vente et des actes de toute natures, nécessaires à la réalisation des acquisitions amiables.

- Exercice du droit de préemption, du droit de priorité et mise en demeure d'acquérir

En sa qualité d'établissement public, l'epfl du Dauphiné peut exercer des prérogatives de puissance publique pour acquérir des biens immobiliers.

Pour la bonne exécution de la présente convention, la collectivité compétente s'engage à transmettre à l'epfl du Dauphiné toute décision de délégation du droit de préemption, qu'elle soit à portée générale à l'intérieur du périmètre ou prise au cas par cas en application de l'article L213-3 et L240-1 du code de l'urbanisme.

Ces délégations peuvent intervenir en début de l'exécution de la présente convention ou en cours d'exécution.

Dans tous les cas, la procédure de substitution de l'epfl du Dauphiné à la collectivité dans ses droits et / ou ses obligations est la suivante :

- Lors de la réception, d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) ou d'une mise en demeure d'acquérir relative à des biens immobiliers inclus dans le périmètre d'intervention défini dans la présente convention, la collectivité peut adresser à l'epfl du Dauphiné, par écrit, une invitation à acquérir motivée (motifs de droit et de fait).
- A compter de la réception de l'invitation à acquérir, l'epfl dispose de quinze jours pour accepter ou refuser la demande de la collectivité. Le rejet de la demande de la collectivité sera écrit et motivé.
- En cas d'acceptation, la collectivité s'engage à transmettre à l'epfl l'arrêté subséquent dans les meilleurs délais.

- Mise en œuvre de la procédure d'expropriation

A défaut d'accord amiable avec le ou les propriétaires des biens concernés dans un délai de 3 ans à compter de la date exécutoire de la présente convention, la collectivité s'engage à mettre en œuvre une procédure d'expropriation sur la base d'un dossier de Déclaration d'Utilité Publique ou à solliciter l'epfl pour le faire.

A défaut de mise en œuvre d'une telle procédure par la collectivité garante dans un délai d'un an à compter de la sollicitation écrite de l'epfl, l'epfl du Dauphiné se réserve le droit de solliciter le rachat de l'ensemble des biens acquis par ladite collectivité.

Les parties s'engagent à se réunir un an avant l'éventuel lancement de la Déclaration d'Utilité Publique afin de faire le point sur le calendrier de requalification des espaces publics du secteur et notamment sur la démolition de l'auto-pont qui conditionne la réalisation de l'opération sur l'îlot Cure Bourse dont la temporalité devra être ajustée en conséquence.

Article 8. Requalification foncière et immobilière

Conformément à l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné est compétent pour réaliser des travaux de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis, au sens de l'article L. 300-1 du même code. L'epfl du Dauphiné assure la passation des marchés

publics de travaux en ses qualités de maître de l'ouvrage et de pouvoir adjudicateur, conformément au code des marchés publics.

Les travaux de requalification foncière nécessaires à la réalisation du projet seront engagés par l'epfl du Dauphiné dès que les conditions de réalisation seront réunies. L'estimation du montant global prévisionnel des travaux est présentée en annexe 2.

Les travaux seront de trois natures différentes :

- Travaux de requalification

L'epfl du Dauphiné assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification des biens, de telle sorte que ceux-ci soient utilisables pour des réalisations en cohérence avec le projet.

Ainsi, la nature des travaux envisagés consistera en :

- La démolition totale, ainsi que le désamiantage des bâtiments et autres ouvrages présents sur le site ;
- La purge totale ou partielle des fondations sur l'emprise des bâtiments existants ;

- Travaux de dépollution

En cas de pollution avérée, déterminée par les diagnostics préalables avant acquisition à réaliser, l'epfl du Dauphiné établira et réalisera en concertation avec collectivité garante, un programme de dépollution qui, si le projet d'aménagement des terrains est suffisamment avancé, tiendra compte de l'implantation des futures constructions (voirie, espaces libres, jardins potagers, etc.) et de la destination des constructions envisagées (sous-sols, logements, équipements recevant du public, etc.).

- Travaux de mise en état des sols et de sécurité du site

L'epfl pourra procéder à des travaux sommaires de mise en état des sols et de sécurisation du site (aplanissement, pose de merlon de terre, clôture, portail, etc.), des travaux de nature à rendre le site accessible sans prendre en compte les travaux à la charge de l'aménageur, quels qu'ils soient, (notamment VRD, compactage de terre, plantation, etc.).

Le cas échéant, l'epfl du Dauphiné pourra notamment réaliser des travaux pré-verdissement du site, dans la mesure où la collectivité en assurera l'entretien.

De plus, l'epfl du Dauphiné se réserve le droit d'effectuer tous travaux qu'il estime nécessaires en sa qualité de propriétaire responsable.

De plus, l'epfl du Dauphiné pourra procéder de sa propre initiative, sans que la collectivité garante puisse s'y opposer, à tous travaux qu'il estimera nécessaires pour assurer la sécurisation du site et des biens acquis. Cette sécurisation visera la protection des personnes habilitées à pénétrer dans le site, la prévention des dommages aux tiers extérieurs, la lutte contre les intrusions illicites et pourra en cas d'urgence, conduire à la démolition partielle ou totale d'un bien acquis.

Article 9. Modalités de gestion transitoire

Dans le cadre des droits et obligations du propriétaire, l'epfl du Dauphiné s'engage à assumer les responsabilités et charges qui sont les siennes durant la période de portage.

L'epfl libérera les locaux dès que les conditions d'engagement des travaux de proto-aménagement seront réunies ou par anticipation 1 an avant la date du terme de la présente convention.

TITRE IV. CESSIONS DES BIENS IMMOBILIERS

Article 10. Modalités de cession

En application de la présente convention, l'epfl s'engage à céder les biens immobiliers acquis pour le compte de collectivité garante, au fur et à mesure des besoins de la réalisation du projet.

Les parties s'engagent à respecter les règles de transparence en matière de cession des biens et à se conformer aux dispositions légales en vigueur. La cession sera notamment soumise à l'avis du pôle évaluations de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Isère.

Les parties s'engagent à privilégier une cession directe à un ou des tiers des biens acquis par l'epfl dès lors que le projet est conforme aux intentions de collectivité garante selon les modalités suivantes :

- **Cession à l'un des signataires de la convention opérationnelle**

La cession des biens détenus par l'epfl pourra se réaliser au profit de l'un des signataires de la convention opérationnelle, dès lors qu'il répond aux enjeux et intentions du projet souhaité par la collectivité garante.

- **Cession directe à un ou des tiers**

La cession peut intervenir auprès d'un ou de tiers désigné(s) par la collectivité garante et après accord des parties co-signataires de la convention.

Dans le cadre d'une opération où la maîtrise foncière est assurée pour partie par l'epfl et pour partie par un autre opérateur, la cession du foncier détenu par l'epfl pourra se réaliser au profit de ce tiers, dès lors qu'il répond aux enjeux et intentions du projet souhaité par la collectivité garante.

En cas d'appel à projet, l'epfl pourra apporter son concours à l'organisation d'un ou de plusieurs appels à projet afin de faire émerger, sur une assiette foncière définie, un projet et permettre à terme une cession directe par l'epfl dudit terrain au porteur du projet lauréat.

Si ces biens n'ont pu être cédés préalablement à des opérateurs tel que prévu ci-dessus, la collectivité garante a vocation à devenir propriétaire des biens acquis par l'epfl pour son compte et s'engage sans réserve à racheter lesdits biens avant le terme de la présente convention.

- **Cession à la collectivité garante**

La cession peut également intervenir directement auprès de la collectivité garante dès lors qu'elle en fait la demande écrite.

La collectivité garante reste responsable des engagements qu'elle a souscrits et devra effectuer le rachat des biens si leur cession n'a pu être réalisée pendant la durée de la convention.

Article 11. Etablissement du bilan financier du portage

Le coût de revient des biens portés par l'epfl du Dauphiné sera établi à la date de cession, sur la base de l'ensemble des dépenses et recettes liées à l'opération. Il comprend notamment les dépenses suivantes :

- Prix d'acquisition,
- Coûts liés aux procédures d'acquisition (frais d'actes, notaire, opérateur foncier, géomètre, contentieux, etc.),
- Coûts de maîtrise d'œuvre et de travaux liés aux travaux de proto-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...),
- Coûts particuliers de surveillance et de protection,
- Coûts de portage (impôts locaux, assurance, entretien),
- Frais financiers liés au financement dédié, le cas échéant.

Article 12. Définition du prix de cession

Le prix de cession est déterminé en référence à la valeur du bien sur son marché immobilier.

L'objectif recherché est une cession du bien à un prix supérieur au prix de revient tel que calculé ci-dessus. Toutefois, il peut être constaté que le prix de cession, en référence à la valeur marché du bien, est inférieur au prix de revient. Dans ce cas, le prix de cession est déterminé à partir du prix de revient déduction faite de :

- Tout ou partie des recettes perçues en atténuation de charge et qui peuvent être rattachées au portage : les subventions perçues par l'EPFL ou ses partenaires du projet au titre de l'opération foncière, ainsi que les loyers ou redevances d'occupation ou autres indemnités perçus par l'EPFL au titre de la gestion du bien ;
- Une éventuelle minoration foncière consentie pour faire face à un déficit foncier en complément des subventions consenties par les collectivités parties prenantes au portage.

Pour mémoire, le prix de cession, déterminé au moment de la vente ou de la date prévisionnelle de la vente, est soumis à l'avis du pôle d'évaluation domaniale de l'Etat.

Article 13. Modalités de minoration foncière

S'il est constaté que le prix de cession, en référence à la valeur marché du bien, est inférieur au coût de revient, l'epfl pourra participer financièrement à la prise en charge du déficit foncier dans le cas d'une cession à un tiers.

La valeur marché du bien après l'intervention de l'EPFL, est estimée sur la base de la dynamique foncière du territoire et des perspectives de réutilisation de ce foncier issus de l'interprétation des documents d'urbanisme réglementaires.

Pour les opérations multi produits, le déficit sera déterminé au prorata des surfaces des projets éligibles à la minoration.

L'octroi de minoration par l'EPFL est conditionné :

- à un déficit foncier justifié et avéré de l'opération ;
- à la participation conjointe et majoritaire de la collectivité garante (et éventuellement de la collectivité d'accueil du projet) au financement du déficit foncier.

La minoration est consentie par le Conseil d'Administration de l'epfl lors de la cession d'un bien immobilier à un porteur de projet. Elle est établie en fonction du coût de revient du portage et ne peut dépasser 49% du déficit foncier dans la limite de 10 à 15% du prix de revient selon la nature des projets éligibles.

Pour les opérations multiproduits, la minoration sera déterminée au prorata du prix de revient des surfaces des projets éligibles.

TITRE V. AUTRES MODALITES

Article 14. Suivi de l'opération

Les parties conviennent, par le biais d'un Comité de Pilotage constitué de représentants de chacune d'elles, de se réunir au moins une fois par an afin de dresser le bilan et l'état d'avancement de la coopération.

Article 15. Résiliation anticipée

Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Elle peut également être résiliée pour un motif légitime par l'une des parties, moyennant un délai de prévenance de 3 mois.

Il est dès à présent convenu que la modification de la destination des biens prévus à l'Article 6 de la présente convention rendant l'intervention de l'epfl non conforme avec ses compétences légales et statutaires, est un motif légitime de dénonciation à l'initiative de l'epfl du Dauphiné.

Effets de la résiliation

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des missions effectuées par l'epfl. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'epfl s'engage à remettre à la collectivité garante l'ensemble des pièces du dossier issu l'inventaire dressé à cette occasion.

La collectivité garante est tenue de rembourser les dépenses et frais acquittés par l'epfl du Dauphiné dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention.

La résiliation emporte de plein droit :

- Résiliation à l'initiative de la Commune sur le territoire de laquelle l'opération est portée :

Remboursement, dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention, des dépenses et frais acquittés par l'epfl par la Commune

- Résiliation à l'initiative de la collectivité garante ou de l'epfl :

Cession des biens à collectivité garante dans un délai maximal de 6 mois. Un bilan de portage (dépenses-recettes) sera transmis sous un délai d'1 mois à la collectivité garante

Article 16. Litiges

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, si aucun accord ne peut être trouvé, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Grenoble, à l'initiative de la partie diligente, suivant la production à l'autre partie d'une mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de 30 jours ouvrés (le cachet de la poste figurant sur l'accusé de réception, faisant foi).

TITRE VI. ANNEXES

- Plan de l'opération
- Bilan prévisionnel (à titre informatif)

Fait en trois (3) exemplaires :

A Grenoble le XXXX

Pour la Commune D'Eybens
Le Maire
Nicolas RICHARD

Pour Grenoble-Alpes Métropole
Le Président
Christophe FERRARI

Pour l'Epfl du Dauphiné,
Le Directeur Général
Vincent REMY

Annexe 1 : plan de l'opération





Bilan prévisionnel des dépenses

Opération Cure Bourse - EYBENS

Bilan prévisionnel actualisé en décembre 2022 - Document à valeur informative

Parcelles concernées : AA 144-145-175
 Superficie tenement : 8 994 m²
 Nature : Locaux d'activités

Bilan financier prévisionnel de l'intervention de l'epfl du Dauphiné

Estimation des dépenses supportées par l'epfl	2 656 000 €
Dépenses d'acquisition (HT)*	2 160 000 €
<i>Prix principal d'acquisition et coût éviction</i>	2 100 000 €
<i>Estimation frais d'acquisition (notaires)</i>	60 000 €
Dépenses de portage (HT) (sur la base d'un portage de 5 ans)*	146 000 €
<i>Estimation entretien et gestion du bien</i>	33 000 €
<i>Impôts fonciers</i>	106 000 €
<i>Prorata assurance</i>	3 000 €
<i>Gardiennage et sécurisation</i>	4 000 €
Cout des études et travaux proto-aménagement (*)	350 000 €
Bilan des dépenses prévisionnel (HT)	2 656 000 €

** inclant l'ensemble des dépenses supportées depuis l'acquisition jusqu'au 31/12/2022*

() y compris études techniques, diagnostics, honoraires AMO, Moe*